



Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agréée pour la protection de l'environnement

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos-49383>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°70 > **Vite, des infos**

15 novembre 2016

Vite, des infos

De plus en plus de collectivités locales choisissent Enercoop



La collectivité de Nantes a fait passer près de 600 établissements chez Enercoop : bibliothèques, écoles, crèches... ou encore l'Hôtel de Ville de Nantes. "Les engagements d'Enercoop répondent aux valeurs que nous portons dans la transition énergétique : une électricité 100% renouvelable produite en France et un réinvestissement local des bénéfices, notamment dans la production d'énergie renouvelable", selon la vice-présidente de Nantes Métropole. Il faut chercher la cohérence avec le soutien que Nantes apporte à l'aberrant projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, mais bon...

De plus en plus de collectivités de toutes tailles décident de s'approvisionner auprès d'Enercoop pour tout ou partie de leurs besoins, comme par exemple la petite ville de Vence dans les Alpes-Maritimes qui alimente ainsi 8 bâtiments municipaux, ou encore Lille, qui a retenu Enercoop pour fournir en électricité des médiathèques, des écoles, des centres sportifs et culturels, mais aussi pour accompagner la maîtrise des consommations en mettant en place des actions de sensibilisation à destination des usagers. C'est aussi désormais le cas de la majorité des bâtiments du conseil régional des Pays de la Loire seront alimentés par Enercoop. Aujourd'hui plus de 100 collectivités, petites ou grandes, ont sauté le pas pour Enercoop.

Source : Enercoop

Californie : vers une sortie du nucléaire en 2025 ?



L'association Friends of the Earth (Les Amis de la Terre) a été fondée en 1969, dans le cadre de la lutte contre la centrale nucléaire de Diablo Canyon, implantée en Californie à proximité de plusieurs failles sismiques.

C'est donc un accord doublement historique auquel est parvenu l'association, en signant avec PG&E, l'exploitant de la centrale, un accord par lequel celui-ci renonce définitivement à toute extension de la durée de vie de la centrale au-delà de son autorisation actuelle, qui expire en 2024 et 2025 respectivement pour les deux réacteurs.

Les deux parties se sont accordées sur un plan de remplacement de l'électricité nucléaire issue de la centrale par une combinaison d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de stockage. PG&E s'engage à produire 55 % d'électricité renouvelable d'ici 2031, un objectif qui dépasse le but assigné par la Californie (50 % d'ici 2030). Ce plan détaillé doit désormais être examiné et on l'espère approuvé par les autorités californiennes.

Source : Friends of the earth

États-Unis : l'économie "menace" 15 à 20 réacteurs de fermeture



Lors d'un colloque du Département de l'Énergie des États-Unis portant sur le futur de l'énergie nucléaire, Marvin Fertel, PDG du Nuclear Energy Institute, a déclaré que 15 à 20 réacteurs sont "menacés" de fermeture dans les 5 à 10 ans à cause de facteurs économiques, en particulier le faible prix de l'électricité sur le marché et la concurrence du gaz et des renouvelables. Les centrales les plus "vulnérables" à ce risque économique sont celles qui ne comportent qu'un seul réacteur. Les réacteurs de Kewaunee et de Vermont Yankee ont déjà fermé pour de telles raisons, et ce sera le cas en 2017 et 2019 de ceux de Fitzpatrick et de Pilgrim. La centrale de Fort Calhoun (qui avait d'ailleurs été sérieusement inondée en 2011) est également dans le collimateur.

Source : Platts

Watts Bar 2 : 43 ans de construction, 2 arrêts le premier mois



43 ans après le début de sa construction en 1972 (interrompue en 1988 et reprise en 2007), le réacteur nucléaire de Watts-Bar-2 a pour la première fois été connecté au réseau électrique le 3 juin dernier. Mais deux jours plus tard, alors qu'il tournait à 12,5 % de sa puissance, il s'est automatiquement arrêté, après que l'ouverture d'une valve de turbine a échoué ; il est resté à l'arrêt au moins une semaine. Trois semaines plus tard, il a subi un nouvel arrêt impromptu. Il a redémarré le 26 juin et, mi-juillet, fonctionnait à 47 % de sa puissance, dans une phase de tests.

Source : worldnuclearreport.org ; Tennessee Valley Authority

Japon : toujours pas de redémarrage de la centrale de Takahama



Dans notre précédent numéro, nous relations l'arrêt rendu le 9 mars par lequel le tribunal d'Otsu s'est opposé à la remise en service des réacteurs n°3 et 4 de la centrale nucléaire de Takahama, au Japon, située à 30 km du lac Biwa, qui est la source d'eau potable pour 14 millions de personnes dans le Kansai, dont les villes de Kyoto et Osaka. Le 12 juillet, suite à une objection formulée par l'ex- ploitant KEPCO après sa décision de mars, le tribunal a réaffirmé sa décision et son jugement. KEPCO envisage de faire appel.

Source : Japan Times

Hinkley Point : la subvention étatique multipliée par 4



EDF prévoit de construire 2 réacteurs EPR sur le site de Hinkley Point au Royaume-Uni. Tout en bénéficiant d'une garantie financière de 10 milliards de £ accordée par l'État britannique, EDF a exigé un prix de vente garanti et indexé sur l'inflation pendant 35 ans. Fixé à 92,5 £ par MWh (environ 111 ¤ / MWh) à signature du contrat, avec l'inflation le prix garanti atteindra environ 120 £ / MWh (environ 144 € / MWh) en 2023, à la date - très hypothétique ! - de démarrage des réacteurs prévue par EDF.

Un récent rapport de l'Office National d'Audit britannique est venu aggraver encore les estimations du coût des subventions au projet Hinkley Point. Depuis 2012, l'évolution des conditions économiques a conduit à une révision à la baisse des projections du prix de marché de l'électricité. Par conséquent, il y aura une différence plus importante entre le prix garanti à EDF par l'État britannique et le prix de marché de l'électricité, et cette différence plus importante devra toujours être comblée par une subvention financée par les consommateurs sur leur facture d'électricité. Entre le moment où le contrat a été signé et mars 2016, l'estimation de la subvention est passé de 6,1 milliards de livres à 29,7 milliards. Quatre fois plus...

Source : The Telegraph

Japon : des microbilles de césium "beaucoup plus irradiantes"

Des chercheurs ont estimé début juin que 89% des émissions de césium radioactif dues à la catastrophe de Fukushima ont été émises sous la forme de microparticules de verre, d'une taille comprise entre 0,58 et 5,3 micromètres (millionnièmes de mètre). Jusque-là, on pensait que la majeure partie des émissions avaient été rejetées sous forme d'aérosols classiques. Un tel phénomène n'avait pas été observé à Tchernobyl. Selon les chercheurs, ces microbilles sont "beaucoup plus irradiantes", à masse égale, que les autres aérosols, parce que le césium y est très concentré. Elles sont aussi plus persistantes (dans l'environnement et peut-être dans l'organisme), car beaucoup plus difficiles à dissoudre.

Greenwashing : le nucléaire en première ligne dans la lutte contre le cancer !



Il est des initiatives qui donnent du baume au cœur. Pour la deuxième année consécutive, une vente solidaire de fleurs a été organisée par la centrale nucléaire de Fessenheim dont les bénéfices ont été reversés à la Ligue contre le Cancer du Haut-Rhin. Une nouvelle preuve, s'il en fallait une, de l'impact sanitaire extrêmement positif du nucléaire en France.

Faisant fi des racontars selon lesquels vivre dans un périmètre de 5 km autour d'une centrale nucléaire doublerait le risque de leucémies et de cancers infantiles, la direction de la centrale de Fessenheim a décidé de s'engager de manière spontanée et totalement désintéressée pour cette cause noble. Loin de toute considération communicationnelle, cette initiative démontre l'impact positif du nucléaire auprès des populations qui y sont exposées.

Au total, c'est un chèque de 1000 euros qu'EDF a généreusement déboursé au profit de la Ligue contre le Cancer du Haut-Rhin. Une somme à peu de choses près équivalente aux 50 millions d'euros investis en 2014 pour le rafistolage de la centrale de Fessenheim.

Un beau geste qui prouve une fois pour toutes aux sceptiques et aux mauvaises langues que le nucléaire, c'est bon pour la santé !

Greenwashing : "emploi local" à Flamanville, courir vite à

Nogent

Fin juin, la centrale de Flamanville se félicitait de la réussite de son opération de "tweet-funding" à l'occasion de ses 30 ans, qui "a permis de récolter 15 000 € en faveur de l'emploi local". Vous avez dit "emploi local" ? Flamanville, le chantier de l'EPR, où des centaines d'ouvriers polonais et de roumains ont vu leurs droits élémentaires bafoués, employés dans des conditions quasi-esclavagistes par Bouygues et Atlanco, qui ont escroqué entre 8 et 10 millions de cotisations selon l'estimation de l'URSSAF...

Au même moment, à la centrale de Nogent-sur-Seine, on se félicitait de la participation de 22 salariés du site au premier Urban-Trail de la ville. Un entraînement pour fuir le site plus vite et plus loin en cas d'accident nucléaire ?